

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV
- Pascal Troadec, militant PS

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 67 février 1996
4^e année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

FORUM DE MARSEILLE : UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE par Sylvie Mayer

L'événement n'était pas dans le nombre de marseillais -3000- même s'il n'était pas donné de réunir rapidement 3000 marseillais pour discuter politique.

L'événement était dans la réunion de personnalités dirigeantes des forces politiques de gauche débattant projets politiques, perspectives de changement en toute franchise, sans gommer les différences, face à 3000 citoyens, et avec eux, à l'initiative du Parti communiste.

Pendant plus de quatre heures, la foule s'est fait entendre, a critiqué, exigé, proposé. Les représentants des partis politiques (Mouvement des citoyens, Radical, Parti socialiste, LCR et Parti communiste, les Verts) ont débattu avec eux et entre eux. Pour la première fois, en grand, la démarche du "Pacte Unitaire de progrès" a pris corps : mettre les forces politiques à l'écoute des exigences populaires pour construire le changement. Ceux qui doutaient de la capacité d'ouverture des communistes, de leur volonté de

mettre leur organisation, ses militants, ses dirigeants au service de la construction d'un véritable changement ont un début de preuve de cette capacité, de cette volonté.

Ce n'est pas un "coup" médiatico-politique, n'en déplaise à certains médias. C'est le début d'une pratique, qui devrait se généraliser, pour aboutir à une union qui corresponde bien aux exigences populaires, qui ne sème pas de nouvelles illusions, dans laquelle chaque formation politique joue pleinement tout son rôle, sans hégémonie.

L'initiative va se poursuivre avec six autres forums nationaux, le dernier à Paris au début du mois d'avril. D'ores et déjà les forces politiques de gauche y sont à nouveau conviées. Nul doute que de nombreux citoyens y seront présents. On poursuivra la discussion sur Maastricht, les marchés internationaux, l'emploi, l'utilisation de l'argent, .../...

DE LA FRACTURE A LA RECOMPOSITION SYNDICALE ?

par Robert Duguet

Des éléments de fracture et de recomposition se dessinent dans le mouvement syndical. Dans une période où le mouvement social, privé de représentation politique, utilise le mieux qu'il peut le cadre des organisations professionnelles et syndicales pour faire avancer ses exigences, « Rassembler à Gauche » a pointé depuis deux mois l'importance de la question syndicale, en tant que problème politique. Continuons cette discussion.

D'abord la CFDT où un courant important de mise en cause du bureau confédéral et de la ligne défendue par Nicole Notat se fait jour. Lorsque 550 syndicats au sein d'une organisation confédérale s'expriment sur la ligne de l'exigence de tenue d'un congrès extraordinaire, il faut l'apprécier comme une force énorme. Certes un bureau confédéral, et c'est un combat sans gloire, a toujours à sa disposition une série de moyens de pression pour faire taire une opposition ou pour la limiter, malgré cela l'exigence s'est exprimée. Elle va d'ailleurs laisser des traces sérieuses au sein des syndicats de métiers. Par ailleurs la création d'un syndicat SUD-RAIL regroupant d'emblée 700 adhérents dans un secteur de fait centralisé et au coeur de la grève de novembre-décembre donne une image du caractère de la fracture au sein de cette confédération.

Dernièrement vient de paraître un journal intitulé "Tous ensemble" et qui exprime le point de vue de syndicalistes appartenant aux organisations dissidentes de la centrale: on peut apprécier cette initiative comme la volonté de faire vivre en son sein une ligne alternative à celle du bureau confédéral. Une tendance qui s'organise au sein de la CFDT, c'est un fait sans précédent dans son histoire.

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

FORUM DE MARSEILLE: UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE

suite

le sort de la jeunesse... Non en spécialistes porteurs de projets techniquement irréprochables, mais en acteurs, inventeurs de la construction d'un nouvel avenir. Chaque formation politique avec ses propositions, ses manières d'agir.

Qu'on se comprenne bien : il ne s'agit pas de réunions autour du PCF, mais où toutes les forces politiques de progrès qui le souhaitent sont partie prenante. Par ailleurs le PCF participera aussi aux initiatives qui lui seront proposées. Cependant, quelques initiatives nationales ne peuvent suffire à permettre à tous les citoyens qui le souhaitent de participer à cette nouvelle manière de faire de la politique. C'est pourquoi le Parti Communiste Français a programmé la tenue d'au moins un forum par département. Dans l'Essonne, il y en aura quatre : le 22 Février, à Palaiseau, avec Massy et les Ulis, le 27 février à Evry, avec Corbeil, et à Vigneux avec Athis et Yerres, et un quatrième aura lieu à Etampes. □

DE LA FRACTURE A LA RECOMPOSITION SYNDICALE ?

suite

Quant à la centrale de Marc Blondel, elle est aux abonnés absents pour le mouvement social; elle prépare son congrès: compte tenu de l'image laissée par son leader, il est peu probable que ce dernier ne retrouve pas son siège de secrétaire général. Cependant la confédération est entrée dans une zone de tempêtes qui vont être difficiles à gérer: la poignée de main historique avec Vianney, l'entrée des Unions départementales et des syndicats de métiers dans un processus d'union dans l'action avec la CGT engage un processus de rupture avec les secteurs de FO contrôlés par le RPR. C'est l'identité de FO, organisation fondée en 1947 sur l'anticommunisme, qui est sur la sellette. Jacques Mairet, responsable de l'Union Régionale FO d'Ile de France, tente de capter à son profit cette résistance de la confédération à l'Unité syndicale, en même temps que les courants socialisants de certains syndicats (FO-PTT par exemple). Mairet s'engage dans une voie qu'il définit lui-même de la manière suivante:

« ... Faut-il aller vers un syndicalisme de protestation, de contestation, s'appuyant sur la fracture sociale? Ou faut-il rechercher les voies et les moyens pour que le rôle normal du syndicalisme - revendication, négociation et contractualisation - puisse se poursuivre... » (Interview à Libération 26/01/96)

Cependant pour que le syndicalisme joue le rôle auquel Mairet fait référence, encore faut-il, pour reprendre l'expression d'André Bergeron, qu'« il y ait du grain à moudre », c'est à dire de la croissance. Or le syndicalisme, s'il veut rester fidèle à sa mission fondamentale, est entré dans une période de contestation du libéralisme: le contenu du front FSU-CGT-FO de la fin de l'automne c'était cela. Jacques Mairet semble tenté par l'opération syndicalisme autonome qui tente de se cristalliser autour de l'UNSA.

La centrale de Louis Vianney sort renforcée des mouvements sociaux et engrange un mouvement de sympathie et d'adhésions: parce que son leader est dans l'opinion celui qui a le mieux épousé l'exigence de retrait du plan Juppé, la CGT apparaît comme le pôle de résistance central dans le salariat. Cependant la stratégie des journées d'action diversifiées et des manifestations décentralisées sur des .../...

Pétition nationale

POUR UN RÉFÉRENDUM PORTANT SUR LA MONNAIE UNIQUE

Plan Juppé sur la protection sociale, déréglementation et privatisation de services publics, réduction des dépenses sociales et d'éducation, précarisation de l'emploi, "gel" des salaires... Les mouvements sociaux et les enquêtes d'opinion indiquent que ces mesures sont contestées par un grand nombre de français, et la question de la possibilité ou non d'une "autre politique" est de plus en plus en débat.

Le président de la République et le gouvernement ont confirmé leur volonté de ne pas modifier leurs décisions, qu'ils prennent conformément aux décisions fixées au passage à la monnaie unique. Celui-ci contraindrait aux choix actuels et ferait peser à l'avenir une lourde hypothèque sur la possibilité d'en faire d'autres, de gauche, de progrès.

C'est aux citoyens et à eux seuls de décider si cette direction, qui conduit à mettre en cause la souveraineté de la France en matière monétaire, économique et sociale, donc politique, doit ou non être suivie.

C'est pourquoi, dans la diversité de nos préférences politiques et de nos opinions sur le traité de Maastricht et la monnaie unique, nous demandons au président de la République, conformément à l'engagement qu'il a pris en tant que candidat, d'organiser un référendum portant sur le passage ou non de la France à la monnaie unique.

Nom et prénom :

Adresse :

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

DE LA FRACTURE A LA RECOMPOSITION SYNDICALE ? suite

plate-formes englobant tous les problèmes indiquent, dans une période de reflux provisoire du mouvement social, que les vieux démons de la centrale n'ont pas disparu. La direction confédérale porte par exemple la responsabilité du refus de la Manifestation Nationale Unitaire interprofessionnelle proposée par la FSU; le bâton a été tordu dans le sens de plusieurs manifestations interrégionales qui risquent de n'être pas particulièrement mobilisatrices...

Quant à la FSU elle occupe une place tout à fait originale et désormais incontournable au sein du mouvement syndical dans son ensemble. Préservant les acquis du syndicalisme unitaire dans l'enseignement, et ce dans la perspective d'une réunification du mouvement syndical dans son ensemble, elle a su conduire les mouvements sociaux dans son secteur de manière globalement positive. Hier dans les élections professionnelles, aujourd'hui dans les manifestations de rue, elle est l'organisation qui vertèbre les forces vives de la profession. On pourra sans doute estimer qu'ici ou là, tel ou tel de ses syndicats, aurait pu aller plus loin dans l'entrée en grève des personnels, cela pèse de peu sur l'image de la Fédération, sur sa place comme interlocuteur et vis à vis des confédérations et vis à vis des pouvoirs publics.

Les appareils confédéraux auront-ils encore la force de faire rentrer les gens à la maison et de laisser en place une structuration qui n'a plus aujourd'hui de pertinence: tous les responsables syndicaux se prononcent formellement pour l'indépendance syndicale; les meilleurs en la matière étant les dirigeants de FO qui vénèrent la chartre d'Amiens comme les bigotes s'agenouillent devant le saint sacrement. Il n'en reste pas moins vrai que le syndicalisme est organisé en France sur une base politique, la division entre confédérations recoupant une structuration politique du mouvement ouvrier aujourd'hui dépassée. Le coup de bélier de l'automne suffira t'il à engager des processus de recomposition nécessaires? Affaire à suivre. □

FORUMS... ou LA FIN DE LA PENSÉE UNIQUE

Avec les forums, le dialogue s'ouvre entre toutes les composantes de la gauche sur un pied d'égalité. A Rassembler à Gauche, nous nous félicitons de la participation de la CAP, l'AREV, la LCR, le MDC, mais aussi et surtout du PS.

Dans ces forums, le bilan devra être tiré; il est bien clair qu'il ne s'agit pas de refaire ce qui a déjà échoué, mais de trouver des formes nouvelles de dialogue et tenir compte du fait que la gauche est plurielle pour avancer.

Au-delà du bilan, ce qui me paraît et de loin beaucoup plus important, c'est de tracer ensemble les grandes lignes de convergences communes qui pourraient permettre à terme de déboucher sur un véritable pacte unitaire de progrès, avec la garantie que ce pacte serait porté par l'ensemble des citoyens et les organisations de gauche désireuses de substituer l'alternative à une simple alternance.

A. Couderc

Forum pour inventer un nouvel avenir

Les citoyens, les forces de gauche et de progrès (la CAP, la LCR, la PCF, le PS, le MDC, Rassembler à Gauche, l'AREV) en discutent librement.

Palaiseau : 22 février à 20h, salle des fêtes

Vigneux : 27 février à 20h30, COSEC de Vigneux

Evry : 27 février 20h30, salle Bexlet

A l'initiative du Parti Communiste.

Pour tous renseignements : 60.88.48.58 Espace communiste 91.

LE PLAN RAOULT ! A BON ENTENDEUR...

par Pascal Troadec

Dans quelques jours, M. Raoult dévoilera son Plan National d'Intégration des Banlieues (PNUI). C'est avec beaucoup d'attention, mais sans trop d'illusions, que de nombreux responsables politiques et associatifs de terrain s'approprient à entendre de quoi leur avenir sera fait.

Dans ce milieu, ils sont rares ceux qui se sont laissé prendre aux sirènes préélectorales du candidat Chirac dans sa volonté affichée de réduire la fracture sociale. Pourtant la publication de ces mesures suscite l'intérêt.

La raison en est simple : confrontés quotidiennement à une aggravation sans cesse plus rapide de la situation économique et, en conséquence, sociale, tous ont fait le constat que sans une action nationale cohérente, les efforts menés localement ne parviendront pas à inverser la spirale.

On a longtemps parlé des banlieues au bord de l'explosion. Force est aujourd'hui de constater qu'on assiste plutôt à un processus d'implosion de ces quartiers s'enfonçant dans la ghettoïsation et la zone de non-droit.

Les causes sont connues : chômage, précarité et exclusion sont le lot commun. Quant aux remèdes, à défaut de potion magique, ils passent essentiellement par l'injection massive de moyens financiers et humains.

C'est là que commencent les doutes quant au Plan gouvernemental. Il ne s'agit pas de faire des procès d'intention, a fortiori à propos d'un sujet dont la gravité rend indispensable l'unité nationale. Mais comment espérer des orientations divergentes de l'action politique d'ensemble ? Or, en restant fermement accroché à une politique de relance par l'offre, privilégiant les entreprises par des exonérations fiscales et de charges sociales, ce gouvernement continue de faire fausse route. Et ce qui est vrai à l'échelle du pays l'est encore plus lorsqu'on parle des banlieues. Les entrepreneurs ne vont pas se transformer en mécènes sociaux, ce n'est d'ailleurs ni leur volonté, ni leur raison d'être.

S'il ne répond pas à la question du rôle de l'Etat dans

LE PLAN RAOULT ! A BON ENTENDEUR...

suite

ces quartiers, par une présence renforcée de ses services, par une intervention massive aux côtés des associations et des élus locaux, ce Plan risque de n'être qu'une nouvelle poudre aux yeux. Mais ce que nos gouvernants doivent savoir, s'ils étaient tentés de commettre un tel crime, c'est que les habitants des banlieues et avec eux les responsables associatifs et politiques qui en sont issus, ne sont pas prêts à crever en silence.

A bon entendeur... □

Afin de pouvoir participer aux forums du 27 février, nous avons décalé la rencontre avec les responsables syndicaux animateurs du mouvement de décembre au jeudi 4 avril 96.

APPEL POUR DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU MOUVEMENT SOCIAL

A l'initiative de P. Bourdieu, des intellectuels, des responsables syndicaux (CFDT, CGT, FSU, UNEF(s), SUD) et associatifs (AC, DAL, MRAP...) viennent de lancer un appel pour des Etats Généraux du Mouvement Social.

Nous ne manquerons pas de publier cet appel dans le prochain numéro de "Rassembler à Gauche" et de participer à son succès.

Etats Généraux du Mouvement Social : 21 ter rue Voltaire Paris 75011
tél.: 43.67.77.94

Dernière minute : il semblerait que pour des raisons encore très imprécises... le PS de l'Essonne refuserait de participer aux forums... Est-ce vraiment une surprise ?

INFO REGION - INFO REGION - INFO REGION

Vues de la Région par Amaury Couderc

À LA RÉGION... ÇA BOUGE...

Les décisions prises en février 1995 à l'initiative du groupe Communiste et Partenaires, par la majorité des élus régionaux en faveur de "l'intégration du Pôle universitaire Léonard de Vinci au système d'enseignement public d'Education Nationale" ont été trahies dans les faits par la droite qui dirige la Région d'Ile-de-France.

C'est ce qu'ont révélé les élus de gauche lors de la séance du 30 janvier en s'appuyant sur le Journal Officiel du 21 janvier 1996 faisant état d'une demande du Conseil Régional tendant à faire homologuer par les services du Premier Ministre des projets de formation qui lui ont été transmis par les services de la Fac privée Pasqua.

Le comportement de la droite UDF-RPR constitue une très grave violation d'une décision majoritaire votée par une assemblée élue démocratiquement. Cette décision est d'autant plus importante qu'elle fait écho aux revendications et aux luttes légitimes des étudiants et des enseignants de la Région.

Indépendamment des suites à donner à cette affaire et sur lesquelles nous serons vigilants, il est plus que jamais nécessaire que le Pôle Léonard de Vinci soit intégré au plus vite, et dans son intégralité, au service public de l'Education Nationale afin d'en finir avec le scandale de la Fac Pasqua.

Intervention en faveur de l'enseignement public de notre camarade Alain Girard au Conseil Régional

Il y a beaucoup à faire pour que la sécurité et les conditions d'études dans les lycées deviennent véritablement une priorité régionale. C'est pourquoi je veux dire que les amendements du Front National en faveur de l'enseignement privé sont inacceptables. Ils visent tous à restreindre les moyens publics de l'école de la République, alors que de forts mouvements sociaux exigent que la société consacre les moyens nécessaires pour former les jeunes de ce pays.

Des moyens publics pour justement répondre aux besoins de la jeunesse de notre pays pour son éducation, sa formation, sa culture. C'est l'avenir. Tenter d'essayer de faire marche arrière en favorisant davantage encore l'enseignement privé, c'est injuste et inadmissible.

L'enseignement réservé à ceux qui sont fortunés c'est aussi choisir l'obscurantisme et ça, nous n'en voulons pas.

J'invite notre assemblée à repousser ces amendements de la façon la plus nette possible.

[sur les lycées professionnels publics]

Ils sont une grande majorité à fonctionner dans des conditions déplorables. Mais vous préférez faire de gros efforts pour les centres d'apprentissage privés.

Je vous demande un plan de réhabilitation des lycées professionnels, de relever le défi pour que ces jeunes puissent être formés dans des conditions de sécurité normales et dans un environnement moderne, bien équipé afin que leurs études dans ces établissements soient pour eux valorisantes.

SANS COMMENTAIRE

Claude Dumond vote le budget francilien depuis Fleury-Mérogis.

Incarcéré à Fleury-Mérogis depuis le 15 novembre pour une affaire de corruption passive, trafic d'influences et abus de biens sociaux, le conseiller régional des Yvelines Claude Dumond (CDS), ex-suppléant du ministre Franck Borotra, a participé au vote du budget francilien par procuration depuis la prison de Fleury-Mérogis.

INFO REGION - INFO REGION - INFO REGION

Comité de rédaction:

- Cyrille Robert Broux, militant des verts.
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital, militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fisher, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la LCR
- Jean Sanchez, militant de l'AREV

Directeur de publication :
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des publications et :
agences de presse 11077

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

Cahier spécial, supplément au N°65
Janvier 96

Dîner débat du 24 Novembre

Quel Avenir pour la Gauche ?



Vous trouverez dans ce cahier l'ensemble des interventions qui ont eu lieu pendant ce dîner débat. Ces textes ont été établis à partir de l'enregistrement phonique, puis relus, dans la mesure du possible par chaque intervenant.

Ce cahier permettra d'abord à ceux qui n'ont pu être des nôtres ce soir là de se faire une idée de la richesse et la qualité des débats. Ensuite les présents trouveront là une trace écrite, nécessaire à l'approfondissement de la réflexion, et utile pour les prochains débats.

Rappelons que le 24 Novembre fut la première journée d'action contre le plan Juppé et que débuta ce jour la grève des cheminots et les mouvements sociaux, principalement dans la fonction publique...

Prix 20 F

Cher camarade et ami lecteur,

Ce n'est pas une clause de style que de dire et répéter que "Rassembler à Gauche" est **totalemment** indépendant de toute organisation politique : **c'est un fait.**

Sur le plan de la liberté d'expression, du pluralisme à gauche, de l'indépendance rédactionnelle, cela présente certainement des avantages, sur le plan financier, cela signifie simplement que nous ne pouvons compter que sur la participation des lecteurs et amis de notre journal.

Après 4 années de parution, "Rassembler à Gauche" présente un déficit cumulé d'environ 7000 F; c'est peu si l'on considère les efforts constants pour élargir la diffusion ainsi que les actions menées, c'est beaucoup pour les camarades qui assurent l'avance de cette somme.

Cela signifie que nous ne pourrons faire parvenir ce numéro spécial de 30 pages qu'aux seuls lecteurs à jour de leur abonnement.

Merci de nous faire parvenir votre participation de 50 ou 100 F pour l'année.

Pour la rédaction,

Amaury Couderc